



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 20-24 juin 2022

Distribution: générale

Point X de l'ordre du jour

Date: 9 mars 2022

WFP/EB.A/2022/X-X/X/DRAFT

Original: anglais

Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays – El Salvador (2022-2027)

Durée	1 ^{er} juillet 2022–30 juin 2027
Coût total pour le PAM	129 202 890 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Les progrès modérés mais réguliers d'El Salvador sur la voie de la sécurité alimentaire et de la prospérité ont été freinés du fait des niveaux élevés de malnutrition, d'inégalité entre les femmes et les hommes et de violence. La faiblesse du pouvoir d'achat, résultat à la fois des bas revenus et du manque de possibilités d'emploi, conjugués aux prix élevés des produits alimentaires et à une production nationale insuffisante, constitue un défi majeur en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, qui entrave l'accès à la nourriture et limite les disponibilités alimentaires. L'exposition du pays à la variabilité climatique et à d'autres risques de catastrophe aggrave les vulnérabilités existantes. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement a défini un certain nombre d'initiatives afin de surmonter ces obstacles.

Les importants investissements nationaux consentis dans les infrastructures et la réduction des violences sont des indicateurs positifs d'une collaboration fructueuse visant à éradiquer la faim et la malnutrition. Le PAM aidera El Salvador à renforcer le capital humain et la résilience, de façon à contribuer à la prospérité du pays et à réduire les facteurs qui encouragent la migration irrégulière. Il s'appuiera sur son rôle de catalyseur du changement afin d'aider les populations en situation d'insécurité alimentaire, de faire évoluer en profondeur les normes sociales sexistes et de mettre en place des systèmes alimentaires efficaces, équitables et inclusifs à même de répondre de mieux en mieux aux besoins de production alimentaire du pays. La préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise, la gestion des risques de catastrophe, les mesures d'anticipation

Coordonnateurs responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale
Amérique latine et Caraïbes
courriel: lola.castro@wfp.org

M. R. Lodhi
Directeur de pays
courriel: riaz.lodhi@wfp.org

et l'adaptation à l'échelle des communautés renforceront la capacité d'adaptation face à l'apparition progressive de nouveaux bouleversements ou à des chocs soudains.

Dans le présent plan stratégique de pays, le PAM décrit l'appui qu'il propose de fournir à El Salvador durant la période allant de 2022 à 2027. Il a été conçu pour aider le Gouvernement et les partenaires à obtenir les effets directs ci-après:

- *Effet direct stratégique 1:* Les communautés et les personnes touchées par une crise se trouvant en situation de vulnérabilité, en particulier les femmes, les jeunes à risque et les rapatriés, satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels en toutes circonstances, ce qui améliore leur bien-être et la cohésion sociale.
- *Effet direct stratégique 2:* La population salvadorienne peut compter sur des systèmes alimentaires et des moyens résilients, efficaces, équitables et inclusifs qui favorisent le travail décent, la production, le bon fonctionnement des marchés, la consommation locale et l'adaptation aux changements climatiques.
- *Effet direct stratégique 3:* Les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour s'attaquer aux causes profondes de la faim au moyen d'un système de protection sociale intégré, inclusif et réactif face aux chocs.
- *Effet direct stratégique 4:* Les partenaires gouvernementaux, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales et nationales bénéficient d'un soutien sous la forme de services liés à la chaîne d'approvisionnement, de services de transfert monétaire et d'une assistance technique.

Le PAM continuera de renforcer les capacités du Gouvernement et son rôle moteur à l'aide d'activités de sensibilisation et d'un appui technique. Agissant en étroite collaboration avec d'autres entités des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, les milieux universitaires et le secteur privé, le PAM mettra à profit les synergies ainsi dégagées pour s'employer à atteindre des objectifs de développement à moyen et long terme. Dans le cadre du présent plan stratégique de pays, le PAM adoptera une stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, l'objectif étant d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures adaptées aux communautés destinées à faire évoluer les relations entre les femmes et les hommes et à améliorer la nutrition, le bien-être et la résilience des personnes en situation de vulnérabilité.

Le PAM proposera des services aux partenaires de l'action humanitaire et du développement, en veillant à ce que les besoins en matière de problématique femmes-hommes, de nutrition et de protection soient traités en priorité. Le transfert progressif des responsabilités, éclairé par des activités de suivi régulières, permettra de tirer le meilleur parti des ressources tout en renforçant le rôle moteur des institutions nationales, des communautés et des personnes.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour El Salvador (2022-2027) (WFP/EB.A/2022/X-X/X), pour un coût total pour le PAM de 129 202 890 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. Pays le plus petit et le plus densément peuplé d'Amérique centrale, El Salvador compte 6,3 millions d'habitants et, selon les chiffres officiels, 464 154 ressortissants vivant à l'étranger^{1,2}. En El Salvador, 61,7 pour cent de la population (qui est composée à 53,8 pour cent de femmes) résident en milieu urbain et près d'un cinquième a entre 20 et 29 ans³. Dans cet environnement très urbanisé, le chômage, les conditions de vie difficiles, la violence des gangs et l'insécurité constituent les plus grands obstacles au développement social et à la croissance économique et figurent parmi les principaux facteurs de migration⁴.
2. La pauvreté en milieu rural a considérablement reculé depuis 2014 du fait de l'augmentation de la rémunération des emplois dans le secteur de l'agriculture; néanmoins, le nombre de personnes exposées à la pauvreté à cause de chocs économiques a augmenté, comme cela est apparu clairement au cours des premiers mois de la pandémie de COVID-19. Résultat, chez les personnes les plus pauvres, les emplois informels sont très répandus et leur part est en augmentation⁵. Selon le dernier Rapport sur le développement humain, l'indice de développement humain corrigé en fonction des inégalités s'établit à 0,529⁶ et l'indice de Gini à 0,35⁷. Le recul de la pauvreté et des inégalités s'est accompagné d'une progression annuelle de 2 à 3 pour cent du produit intérieur brut (PIB), qui s'établit actuellement à 24,64 milliards de dollars⁸.
3. Depuis des décennies, la migration à destination de l'Amérique du Nord entraîne une importante perte de capital humain et une augmentation du nombre de familles séparées et d'abandons scolaires. Malgré cela, le nombre de candidats au départ est en hausse, et leur proportion est plus élevée qu'au Honduras et au Guatemala; de fait, 52 pour cent des personnes interrogées lors d'une étude menée en 2021 ont indiqué avoir l'intention de partir dans l'année suivante. Selon les estimations, 73 000 Salvadoriens par an ont tenté de migrer ces cinq dernières années, ce qui représente un coût annuel de 450 millions de dollars environ. Un tiers de ceux qui entreprennent le voyage finissent par revenir, de manière volontaire ou contre leur gré⁹. Les rapatriés doivent parfois faire face à la stigmatisation et à une situation économique précaire et peuvent être exposés à des extorsions et à des violences, ce qui pousse nombre d'entre eux à tenter de nouveau leur chance à l'étranger¹⁰.
4. Outre qu'il est exposé à un risque sismique élevé, El Salvador est touché directement depuis 30 ans par des phénomènes météorologiques extrêmes tels que des tempêtes, des inondations et des sécheresses, qui mettent la vie des habitants en danger et sont à l'origine de pertes économiques considérables¹¹. Le pays, qui se classe au 28^e rang selon l'indice mondial des risques climatiques, est particulièrement touché par les phénomènes El Niño et La Niña, dont les répercussions sur la production et les moyens d'existence agricoles sont particulièrement intenses dans le couloir de la sécheresse de l'Amérique centrale¹². La

¹ Groupe de la Banque mondiale. [The World Bank in El Salvador: Overview](#) (site Web).

² 53,3 pour cent sont des femmes et 46,7 pour cent sont des hommes. Gouvernement salvadorien, Direction générale de la statistique et du recensement. 2021. [Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples 2020](#).

³ Ibid.

⁴ Oxfam. 2019. [El Salvador: The Migration Mosaic](#).

⁵ Groupe de la Banque mondiale. [Poverty and Equity Brief, Latin America and the Caribbean: El Salvador. April 2021](#).

⁶ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), [Rapport sur le développement humain 2020](#).

⁷ Direction générale de la statistique et du recensement. 2020. [Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples 2019](#).

⁸ Groupe de la Banque mondiale. [PIB: El Salvador](#) (site Web).

⁹ Soto, A. et al. 2021. [Charting a new Regional Course of Action: The Complex Motivations and Costs of Central American Migration](#).

¹⁰ Piotr P. 2021. [Migration from El Salvador to the U.S.: A Background Brief](#) (site Web).

¹¹ Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). 2017. [Climate Change Risk Profile: El Salvador](#).

¹² Van der Zee, A. et al. 2012. [Estudio de caracterización del Corredor Seco Centroamericano: Tomo I](#).

déforestation, l'appauvrissement des ressources en eau et des écosystèmes et l'accès inégal à la terre sont autant d'autres facteurs majeurs qui contribuent au faible volume et au manque de diversité de la production alimentaire locale.

5. Le plan de contrôle du territoire que le Gouvernement a mis en place en 2019 a permis d'améliorer légèrement la sécurité dans le pays, mais les violences persistent, y compris les homicides. Les jeunes hommes vivant en milieu urbain sont ceux qui courent le plus grand risque d'en être aussi bien les victimes que les auteurs. On estime que les possibilités d'emploi limitées ont poussé entre 20 000 et 35 000 jeunes Salvadoriens à rejoindre les rangs de gangs de jeunes (*maras*)¹³. El Salvador se classait au 85^e rang selon l'indice d'inégalité de genre de 2019¹⁴, avec un score moyen supérieur à celui de ses voisins; toutefois, les femmes se heurtent à des difficultés considérables pour ce qui est de la participation à la vie politique, de l'emploi, des salaires et de l'inclusion financière. En 2019, 37,1 pour cent des familles avaient une femme à leur tête. En outre, 39,4 pour cent des femmes n'avaient pas de revenu personnel, soit près de trois fois plus que les hommes¹⁵. Actuellement, le taux d'activité moyen des femmes en El Salvador est inférieur à 50 pour cent¹⁶.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

6. Avant la pandémie de COVID-19, El Salvador avait accompli de grands progrès sur la voie de la réduction de la pauvreté et de la faim, de l'amélioration de la santé maternelle et infantile, de l'accroissement de la couverture et de la qualité de l'enseignement et des infrastructures scolaires et de l'approbation de cadres réglementaires propres à favoriser l'égalité. Parmi les principaux accomplissements du pays figurent la création du Conseil national pour le développement durable, les engagements en faveur de l'autonomie économique des femmes et l'adoption de politiques sur l'égalité femmes-hommes dans la sphère publique telles que la politique nationale sur la responsabilité sociale conjointe pour les activités de soins¹⁷.
7. En 2020, la pandémie et les tempêtes tropicales qui se sont succédé ont considérablement freiné la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) 1, 2, 5 et 10. On estime qu'à elle seule, la pandémie a entraîné une augmentation de 9,8 pour cent de l'extrême pauvreté et de 3,3 pour cent de la pauvreté modérée, et ce en dépit de la mise en place de programmes publics de protection sociale d'urgence¹⁸. En novembre 2020, 75 pour cent des ménages faisaient face à d'importantes diminutions de revenus dues aux conséquences des restrictions pesant sur les emplois informels et les travaux agricoles¹⁹. La forte contraction de l'économie a annihilé plus de 10 ans de progression du taux d'activité des femmes²⁰.

¹³ Organisation de coopération et de développement économiques. *Key Issues affecting Youth in El Salvador* (site Web).

¹⁴ PNUD. 2020. *Rapport mondial sur le développement humain 2020. La prochaine frontière: Le développement humain et l'Anthropocène*.

¹⁵ Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique latine et des Caraïbes. *Indicators: People without incomes of their own* (site Web).

¹⁶ Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale. 2020. *Autonomía económica de las mujeres en Centroamérica: Avances y retos. Policy Brief n° 26*.

¹⁷ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). 2019. *Regional progress report on the Montevideo Strategy for Implementation of the Regional Gender Agenda within the Sustainable Development Framework by 2030*.

¹⁸ Cepeda, J. et al. 2021. *The impact of the COVID-19 crisis, and its emergency response programmes, on poverty and inequality in Guatemala, El Salvador, and Honduras*.

¹⁹ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. 2020. *Informe del Análisis de Inseguridad Alimentaria Aguda de la CIF, El Salvador. Noviembre 2020-agosto 2021*.

²⁰ CEPALC. 2021. *The economic autonomy of women in a sustainable recovery with equality: Special report COVID-19 No. 9*.

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

8. *Accès à la nourriture.* En El Salvador, 8,5 pour cent de la population est sous-alimentée et 47,1 pour cent souffre d'insécurité alimentaire modérée ou grave²¹. La pauvreté monétaire est l'un des principaux problèmes qui empêchent d'accéder à une nourriture saine et nutritive. Dans les zones urbaines, les ménages monoparentaux dirigés par une femme sont les plus touchés, tandis que dans les zones rurales, ce sont les ménages dirigés par un homme qui affichent le taux de pauvreté multidimensionnelle le plus élevé²². En outre, cette pauvreté touche bien davantage les ménages avec enfants (33,8 pour cent), près de deux fois plus que les ménages sans enfant (17,4 pour cent).
9. *Élimination de la malnutrition.* Ces dernières années, El Salvador a obtenu des progrès modestes dans le domaine de la réduction de la malnutrition²³. Cela étant, le coût élevé des aliments nutritifs et le manque d'infrastructures de la chaîne du froid ont contribué à faire évoluer les habitudes alimentaires en favorisant la consommation d'aliments ultratransformés de longue conservation. En outre, des pratiques d'alimentation des nourrissons inadaptées contribuent à la prévalence de la malnutrition; en effet 46 pour cent des nourrissons de moins de 6 mois sont allaités exclusivement au sein et 86 pour cent des enfants de 6 à 23 mois ne sont pas nourris suffisamment souvent²⁴. Le retard de croissance a certes connu un net recul (quoique inégalement réparti), mais le surpoids et l'obésité ont atteint des proportions épidémiques puisqu'ils touchent 38,4 pour cent des enfants d'âge scolaire²⁵ et 65,2 pour cent des adultes²⁶.
10. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Entre 2015 et 2020, El Salvador a connu l'épisode de sécheresse le plus intense jamais enregistré, tandis que, pour la seule année 2020, les tempêtes tropicales ont entraîné des pertes de céréales, de légumes et de fruits d'une valeur de 22 millions de dollars. D'après les prévisions d'évolution du climat, la production de café, de maïs et de haricots devrait continuer de diminuer²⁷. La dépendance des communautés rurales à l'égard de l'élevage et de l'agriculture pluviale accentue leur vulnérabilité face à la variabilité du climat et aux changements climatiques. Ces dernières années, du fait de la baisse de la production agricole et de la réduction des revenus des ménages, les populations rurales ont eu plus de difficulté à faire face aux coûts liés à l'éducation²⁸, ce qui a entraîné une augmentation du nombre d'abandons scolaires. L'accès inégal à la terre et aux instruments de financement limite la participation des femmes aux activités productives et rémunératrices, au détriment de leur autonomie.
11. *Systèmes alimentaires.* Ces derniers temps, la monoculture gagne du terrain au sein des systèmes alimentaires, principalement les cultures de rapport telles que la canne à sucre. Le pays est très dépendant des importations de produits alimentaires, en particulier pour les légumes (93,2 pour cent de la quantité consommée), les céréales (62,5 pour cent) et la viande bovine (46,3 pour cent). D'autres aliments de base (haricots et maïs) sont également

²¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) *et al.* 2021. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021*.

²² PNUD et FAO. 2016. *Seguridad alimentaria y nutricional: camino hacia el desarrollo humano*.

²³ Le rapport établi à la suite d'une étude menée en 2017 sur le coût du double fardeau de la malnutrition est un document essentiel qui a permis de disposer de données et facilité le ciblage. Voir PAM et CEPALC. 2019. *El costo de la doble carga de la malnutrición: Impacto social y económico en El Salvador*.

²⁴ Ibid.

²⁵ Organisation mondiale de la Santé. 2013. *Encuesta mundial de salud escolar: Resultados: El Salvador, 2013*.

²⁶ Gouvernement salvadorien, Ministère de la santé, Institut national de la santé. 2015. *Encuesta nacional de enfermedades crónicas no transmisibles en población adulta de El Salvador*.

²⁷ USAID. 2017. *Profil de risque climatique: El Salvador*.

²⁸ Les coûts liés à l'éducation comprennent les fournitures scolaires, les services internet et l'ensemble du matériel nécessaire pour les cours en ligne.

en grande partie importés; en revanche, le pays produit 97,7 pour cent des œufs et du lait frais consommés, et n'en importe que 2,3 pour cent. La demande intérieure d'aliments frais produits de manière durable est insuffisante, ce qui contribue à distendre le lien entre les agriculteurs locaux et les consommateurs.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

12. *Renforcement des capacités.* El Salvador dispose d'une feuille de route détaillée pour la mise en place de systèmes alimentaires durables, qui met en avant l'engagement du pays en faveur de l'élimination de la faim, décliné en trois priorités: une consommation responsable et durable pour réduire la malnutrition et les maladies non transmissibles; la promotion d'une agriculture plus compétitive, plus inclusive, tenant davantage compte de la problématique femmes-hommes et plus durable; et l'atténuation des répercussions des changements climatiques et des autres crises.
13. *Cohérence des politiques.* Trois des domaines de travail prioritaires du Gouvernement, à savoir la protection sociale, la relance économique et la sécurité publique, répondent aux enjeux que sont la sécurité alimentaire, la nutrition, l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes. À l'heure actuelle, les organes exécutifs et législatifs concordent, ce qui laisse augurer une mise en œuvre cohérente des politiques de sécurité alimentaire.
14. *Diversification des ressources.* Les investissements étrangers en El Salvador s'établissaient à 17,9 pour cent en 2020, soit 5 pour cent de moins que la moyenne mondiale. En tant que pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, El Salvador ne figure plus parmi les destinataires prioritaires de l'aide au développement versée par les donateurs habituels. Les investissements dans la protection sociale, y compris en partenariat avec les institutions financières internationales, sont essentiels pour atteindre les ODD²⁹.
15. *Renforcement des partenariats mondiaux.* Les contraintes budgétaires du pays consécutives à la crise liée à la COVID-19 et une dette extérieure considérable (supérieure à 90 pour cent du PIB) exigent un renforcement des partenariats nationaux et internationaux, en particulier avec le secteur privé, la société civile et les milieux universitaires.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

16. L'examen stratégique Faim zéro effectué par le PAM, qui portait sur la période 2017-2022, le bilan commun de pays de 2021 et les consultations menées avec les partenaires mettent en évidence les principales difficultés à surmonter pour venir à bout de la faim, à savoir:
 - *Possibilités d'emploi insuffisantes.* La migration irrégulière est due en grande partie au manque de possibilités d'emploi décent. En 2019, 1,46 million de travailleurs non agricoles de plus de 16 ans occupaient un emploi informel. Seulement 35 pour cent des travailleurs sont couverts par une protection sociale contributive, les femmes étant encore plus défavorisées car elles ont moins accès aux emplois formels³⁰.
 - *Phénomènes naturels et systèmes alimentaires.* L'aggravation sans précédent des phénomènes d'origine climatique au cours des 50 dernières années représente un obstacle important sur la voie de la sécurité alimentaire. La monoculture, les inégalités foncières, les bas salaires et la faible participation des jeunes compromettent encore un peu plus la résilience et la viabilité de la production agricole.

²⁹ The Global Economy.com. *El Salvador: Capital investment, percent of GDP* (site Web).

³⁰ 35 pour cent des hommes, 34 pour cent des femmes. Gouvernement salvadorien, Direction générale de la statistique et du recensement. 2020. *Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples 2020*.

- *Double fardeau de la malnutrition.* Les difficultés d'accès à une alimentation saine et les environnements alimentaires obésogènes sont des facteurs d'aggravation du double fardeau de la malnutrition. Les données disponibles montrent qu'en 2017, le coût de la malnutrition représentait 2,56 milliards de dollars, soit 10,3 pour cent du PIB d'El Salvador. Environ deux tiers de ce coût peuvent actuellement être attribués à la dénutrition; compte tenu de la transition nutritionnelle en cours dans le pays, on estime toutefois que 98 pour cent du coût seront liés au surpoids et à l'obésité d'ici à 2081³¹.
- *Répartition inégale du travail productif et du travail reproductif entre les femmes et les hommes.* L'autonomie économique des femmes est menacée du fait de normes culturelles établies de longue date relatives à l'utilisation de leur temps et à leurs responsabilités productives et reproductives. Les femmes consacrent bien plus de temps que les hommes aux activités de soins domestiques non rémunérées (37 heures par semaine contre 16)³². Ce déséquilibre constitue un obstacle important qui empêche les femmes de participer au marché du travail sur un pied d'égalité et complique leur accès aux ressources économiques, alors que cela leur permettrait de gagner en autonomie.
- *Protection sociale inclusive.* La forte vulnérabilité face aux chocs naturels, économiques et sociopolitiques met régulièrement à rude épreuve le système national de protection sociale, dont la couverture demeure limitée. La prise de décisions et le suivi fondés sur des données sont encore relativement peu développés du fait du manque d'instruments et de processus adaptés, en particulier pour la gestion de données ventilées au service d'un ciblage efficace des personnes vulnérables.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

17. Au cours de la mise en œuvre du plan stratégique de pays (PSP) pour 2017-2021, le PAM a progressivement recentré son action sur le renforcement des capacités nationales et la sensibilisation, à l'appui de la démarche associant action humanitaire, développement et recherche de la paix. Ce recentrage a notamment bénéficié de l'éclairage d'évaluations décentralisées portant sur la riposte à El Niño, d'une évaluation thématique consacrée à la problématique femmes-hommes et de l'évaluation du PSP menée en 2021.
18. Le PAM a appuyé le renforcement des capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et a en particulier apporté un soutien sans faille lors de la pandémie de COVID-19 et face aux situations d'urgence provoquées par les tempêtes tropicales. Il a collaboré avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage pour renforcer les capacités de celui-ci dans le cadre d'un projet pilote de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire qui portait notamment sur la mise en place d'une plateforme de commerce en ligne reliant des petits maraîchers aux marchés.
19. Le PAM est passé d'interventions distinctes prenant la forme de programmes spécifiquement axés sur la nutrition, de mesures d'urgence et d'activités de renforcement de la résilience à des interventions de plus en plus intégrées qui permettent de renforcer les capacités de relèvement rapide des communautés tout en mettant systématiquement en œuvre dans l'ensemble des activités des volets tenant compte de la dimension nutritionnelle et de la problématique femmes-hommes.

³¹ PAM et CEPALC. 2019. *El costo de la doble carga de la malnutrición: Impacto social y económico en El Salvador*.

³² Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique Latine et des Caraïbes. *Indicators: Total work time* (site Web).

20. Depuis 2016, pour améliorer la résilience des communautés et réduire les conséquences des changements climatiques dans le couloir de la sécheresse, le PAM a intégré des innovations telles que les cultures résistantes à la sécheresse, les panneaux solaires et les dispositifs de récupération de l'eau et d'irrigation. Il a aussi collaboré avec des partenaires techniques et des prestataires de services financiers pour concevoir et mettre en place un produit d'assurance indiciale (ou paramétrique) destiné à renforcer la résilience financière en cas de catastrophes.
21. En 2019, pour prêter assistance aux jeunes urbains à risque et aux rapatriés, le PAM a commencé à mettre en place des formations et des certifications dans les domaines de la restauration, de l'art, des compétences numériques et de l'entrepreneuriat afin d'améliorer leur employabilité, de retenir le capital humain, de prévenir la migration irrégulière et de favoriser l'autonomie des femmes. En 2021, un projet pilote concernant l'utilisation d'indicateurs relatifs à la cohésion sociale a été entrepris pour mesurer les progrès accomplis lors des interventions menées en faveur de la résilience.
22. Le PAM a renforcé la compétitivité des petits exploitants agricoles et leurs liens avec les marchés, ce qui a permis aux associations de vendre du maïs et des haricots sur des marchés structurés. Pour réduire les carences en micronutriments, le PAM a mis en œuvre avec succès un projet pilote de production de maïs bioenrichi, de sorte que les petits exploitants agricoles ont ainsi eu la possibilité de vendre leurs produits pour approvisionner le programme d'alimentation et de santé scolaires dirigé par le Ministère de l'éducation, des sciences et des technologies.
23. Le PAM a développé ses partenariats avec le secteur privé. En 2021, dans le cadre du mouvement Renforcer la nutrition, un réseau d'entreprises s'est mis en place et a contribué à sensibiliser à l'importance de la prévention et de la réduction de la malnutrition, considérées comme des investissements dans le capital humain du pays. Point particulièrement important, le PAM a apporté son concours à une étude consacrée au double fardeau de la malnutrition; cette analyse, réalisée en 2017, a permis de placer la question dans le débat public et de favoriser l'élaboration de politiques publiques spécifiquement axées sur cet enjeu.

2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

24. Le PSP concorde avec les principaux projets que le Gouvernement a regroupés dans le *Plan Cuscatlán* et, plus précisément, avec le plan de développement social 2019-2024, qui met en évidence les importants défis à relever en matière d'inégalités économiques et sociales et d'inégalités entre les femmes et les hommes et vise à s'attaquer aux problèmes que sont la vulnérabilité climatique, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la migration.
25. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après "le Plan-cadre de coopération") arrêté pour la période 2022-2026 est conforme aux priorités nationales en matière de développement concernant le bien-être, la transformation économique, la sécurité et la démocratie. Le PAM contribuera à l'application de ce plan-cadre en mettant en œuvre des programmes de nature à améliorer la résilience face aux changements climatiques, à stimuler une production durable, à soutenir une protection sociale inclusive et équitable, à développer l'employabilité et à favoriser la cohésion sociale et l'avancement des femmes.
26. Le PAM est un partenaire de choix en matière de suivi de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, et il dirige l'exécution du plan d'aide humanitaire au nom du groupe multisectoriel chargé des transferts de type monétaire. Il est également à la tête des modules de la logistique et des télécommunications d'urgence, et il codirige le module de la sécurité alimentaire aux côtés de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

27. Le PSP est le fruit de consultations approfondies. Pour compléter les constatations et les informations issues du bilan commun de pays, de l'examen stratégique Faim zéro et du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, les bénéficiaires ont été consultés³³ afin de recenser les besoins et de favoriser l'évolution des comportements, de manière à atteindre les objectifs programmatiques. Les consultations stratégiques consacrées au PSP ont permis de mettre l'accent sur les synergies entre la stratégie du PAM, celle du pays et celle des ministères.
28. La concertation avec l'équipe de pays des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG)³⁴, les milieux universitaires, le secteur privé et des donateurs clés a contribué à renforcer et à favoriser les partenariats. Le PAM a en outre participé activement à l'élaboration du Plan-cadre de coopération, et il a mené des consultations bilatérales avec d'autres entités des Nations Unies afin d'harmoniser les stratégies.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

29. Le présent PSP poursuit les objectifs suivants: améliorer l'accès à la nourriture au moyen d'activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, de mesures immédiates et du développement du capital humain; renforcer les systèmes alimentaires pour favoriser un accroissement des disponibilités alimentaires locales et de la consommation de produits locaux; soutenir les investissements publics à long terme dans la protection sociale; et permettre aux partenaires de l'action humanitaire et du développement de bénéficier des services du PAM.
30. Le PAM continuera de venir en aide aux populations exposées à de multiples crises en menant des activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise ainsi que des activités de relèvement rapide, de façon à compléter le rôle moteur joué par les autorités nationales dans ces domaines. Tout en répondant aux besoins immédiats, le PAM entend améliorer la qualité de l'alimentation et faire diminuer les inégalités en matière d'accès à la nourriture de façon à réduire les facteurs de nature à inciter à la violence, aux activités criminelles et à la migration et à faire évoluer les normes sociales sexistes pour promouvoir la cohésion sociale et le bien-être sociétal.
31. Le PAM s'emploiera également à développer la production locale et à en améliorer la compétitivité, à encourager l'utilisation effective de méthodes intelligentes face au climat, à favoriser l'utilisation durable des ressources et à mettre en place des mécanismes de financement. À la faveur d'une approche englobant l'ensemble de la société, le PAM donnera la priorité à l'amélioration des systèmes de marché et des chaînes d'approvisionnement reliant zones urbaines et rurales, du producteur au consommateur, et il encouragera la consommation d'aliments nutritifs au moyen d'activités d'éducation à l'alimentation et favorisera l'accès à des emplois décents.
32. Contribuant à la solidité des partenariats et de la coopération à l'échelle mondiale, le PAM collaborera avec le Gouvernement pour renforcer le rôle moteur que celui-ci joue en matière de gestion des risques de catastrophe et de protection sociale, et il fournira des services à d'autres acteurs de l'aide humanitaire et du développement. Des mesures destinées à transformer les relations entre les femmes et les hommes seront prises de manière

³³ Au cours de l'élaboration du PSP, le PAM a mené des consultations avec des groupes de discussion composés de personnes diverses: personnes touchées par des crises multiples; femmes et jeunes entrepreneurs; jeunes diplômés des secteurs de la restauration, de l'art et ou du théâtre; femmes et hommes appartenant à la Commission de la protection civile; et producteurs/productrices agricoles jeunes ou adultes.

³⁴ Parmi ces ONG, certaines défendent les droits des femmes, comme *Voces Vitales* et *Colectiva Feminista Para el Desarrollo Local*.

systématique tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des activités du PSP afin que la participation des femmes, des hommes, des filles et des garçons soit de nature à faire progresser l'égalité entre les sexes. Le PAM renforcera sa stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et il convertira les constatations issues des travaux de recherche formative en mesures pratiques pour promouvoir une amélioration des comportements concernant la production, le choix et la consommation d'aliments nutritifs.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les communautés et les personnes touchées par une crise se trouvant en situation de vulnérabilité, en particulier les femmes, les jeunes à risque et les rapatriés, satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels en toutes circonstances, ce qui améliore leur bien-être et la cohésion sociale

33. En concertation avec le centre national des opérations d'urgence, le PAM complétera les activités d'urgence menées par le Gouvernement et les partenaires pour subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels des différentes populations touchées par une crise qui se trouvent en situation de vulnérabilité. Parallèlement à la fourniture d'une assistance alimentaire d'urgence, le PAM contribuera aux activités de relèvement rapide lorsque les conditions le permettent, sous forme de mesures propres à favoriser la reconstruction des moyens d'existence à l'échelle des communautés et la réinsertion rapide des populations touchées par une crise dans le secteur productif, ce qui favorisera également la réalisation des ODD 1, 3 et 5. En reliant les interventions de relèvement rapide aux interventions envisagées dans le cadre des activités 4 et 5 du PSP, le PAM contribuera à renforcer le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix et à améliorer la capacité de la protection sociale à réagir face aux chocs; cela permettra de réduire les facteurs de nature à inciter à la migration irrégulière et à la violence et de promouvoir la cohésion sociale au moyen d'une démarche tenant compte de la problématique femmes-hommes et des risques de conflit.
34. Pour prévenir la malnutrition, le PAM, agissant en concertation avec la Direction générale de la protection civile, fournira une assistance alimentaire d'urgence aux populations touchées par une crise, en prenant en considération les besoins nutritionnels des groupes vulnérables. En outre, il renforcera les capacités nécessaires pour mener des activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise tenant compte de la problématique femmes-hommes et de la dimension nutritionnelle et pour optimiser les modalités de transfert. À cet effet, il se concertera avec les responsables des mécanismes nationaux et régionaux et proposera son savoir-faire dans les domaines de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, des solutions numériques innovantes et du financement de la gestion des risques de catastrophe. La mise en œuvre des mesures prévues par le PAM au titre de sa stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements viendra compléter l'assistance alimentaire afin d'aider les populations touchées par une crise à décider en connaissance de cause lors de l'achat des produits alimentaires, à utiliser des méthodes plus saines de préparation des aliments et à veiller au partage équitable de la nourriture au sein des ménages, de sorte que l'éducation à l'alimentation et les habitudes de consommation s'amélioreront.

Domaine d'action privilégié

35. L'effet direct stratégique 1 est axé sur les interventions face aux crises.

Harmonisation avec les priorités nationales

36. Cet effet direct concorde avec les effets E1, E2, E3, E4 et E5 énoncés dans le Plan-cadre de coopération, avec le plan national de protection civile et de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets, avec la loi sur le développement social et la protection sociale

et avec le plan de développement social adopté pour la période 2019-2024, en particulier les résultats 1, 2, 6 et 7; il va également dans le sens de la politique nationale d'appui global au développement du jeune enfant intitulée "*Creceer Juntos*" (grandir ensemble), de la politique nationale pour la jeunesse (2010-2024) et la loi générale sur la jeunesse, du plan pour l'écosystème d'innovation agricole, du volet relatif à l'identité numérique du programme salvadorien de développement du numérique (2020-2030), et de la loi sur l'égalité, l'équité et l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Produits escomptés

37. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 1; le premier est lié à l'activité 1, et le second à l'activité 2:
- 1.1 Les personnes en situation de vulnérabilité qui sont touchées par de multiples chocs satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels spécifiques grâce à des programmes tenant compte de la problématique femmes-hommes et de la dimension nutritionnelle, ce qui contribue au relèvement rapide et renforce la cohésion sociale.
 - 2.1 Les institutions nationales et infranationales et les communautés bénéficient d'une amélioration des connaissances, du renforcement des capacités et de la coordination concernant la conception de stratégies misant sur les mesures d'anticipation pour réduire et gérer les risques, selon une approche axée sur la résilience.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir immédiatement une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle aux populations touchées par des crises pour subvenir à leurs besoins essentiels et faciliter les secours et le relèvement rapide

38. Le PAM fournira une assistance en temps voulu, principalement sous forme de transferts de type monétaire non assortis de conditions, aux ménages en situation d'insécurité alimentaire souffrant de malnutrition qui sont touchés par des crises. Une assistance alimentaire ou spécifiquement axée sur la nutrition sera fournie en nature lorsque les transferts de type monétaire sont impossibles ou inadaptés. Pour les populations en situation de grande vulnérabilité, telles que les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 5 ans, le PAM complétera l'assortiment alimentaire avec des aliments nutritifs d'appoint pour prévenir la malnutrition aiguë et l'anémie. L'assistance alimentaire s'accompagnera de mesures de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin d'améliorer les pratiques d'alimentation et les décisions concernant l'achat et la consommation d'aliments nutritifs, d'accroître la participation des femmes et des filles aux décisions prises au sein des ménages, et de faire évoluer en profondeur les pratiques discriminatoires en matière de répartition et de consommation des aliments.
39. Au cours de la phase de relèvement rapide, l'assistance du PAM s'accompagnera, chaque fois que possible, de mesures de renforcement des capacités, afin que les personnes touchées par une crise soient de mieux en mieux armées pour remettre en état leurs moyens d'existence et leurs biens et réintégrer le marché du travail; une attention particulière sera portée aux femmes en situation d'insécurité alimentaire, aux jeunes enfants, aux personnes handicapées, aux rapatriés et aux jeunes à risque vivant dans les zones urbaines et périurbaines. Aussi l'assistance alimentaire sera-t-elle liée à des programmes de formation professionnelle et à la délivrance de certificats d'aptitude professionnelle afin de contribuer au développement de compétences techniques et humaines dans des domaines tels que la restauration, l'hôtellerie et la culture financière ou dans des secteurs qui contribuent à faciliter l'accès aux programmes de protection sociale et aux services financiers de nature à renforcer la productivité. Le PAM s'efforcera également de contribuer à l'autonomie économique des femmes et favorisera à cet effet les actions ayant pour but de faire évoluer les normes sociales, en particulier en ce qui concerne le temps que les femmes consacrent aux activités de soin.

Activité 2: Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise à l'échelle des communautés et au niveau des institutions

40. Le PAM s'attachera: à fournir une assistance technique, à renforcer les capacités et à collaborer avec les institutions techniques intervenant dans les domaines de la protection civile, de la prévention des catastrophes et de l'atténuation de leurs effets, afin d'améliorer les systèmes d'alerte rapide; à améliorer et à accélérer l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition et des enjeux de la problématique femmes-hommes, notamment moyennant l'utilisation de données ventilées par sexe et par âge et en fonction du handicap; à mettre en œuvre des technologies innovantes permettant au Gouvernement de disposer de données de qualité pour prendre des décisions en connaissance de cause; et à favoriser la collaboration, en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, entre des parties prenantes appartenant à divers secteurs, notamment les institutions financières internationales, pour favoriser la réactivité de la protection sociale face aux chocs.

Partenariats

41. Le PAM collaborera étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies, le Ministère de la gouvernance et du développement territorial, le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles et la Direction générale de la protection civile, le Bureau de la Première Dame et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, ainsi qu'avec des organisations de la société civile, les structures départementales, municipales et communales de la protection civile, les entités des Nations Unies concernées et des ONG. Il se concertera avec le Ministère du développement local, l'Institut salvadorien pour la promotion de la femme, l'Institut national de la jeunesse (*Instituto Nacional de la Juventud*), la Commission nationale des micro- et petites entreprises (*Comisión Nacional de la Micro y Pequeña Empresa*), le Ministère des relations extérieures et le Ministère du tourisme, ainsi qu'avec les milieux universitaires et le secteur privé.

Hypothèses

42. Cet effet direct repose sur l'hypothèse selon laquelle les capacités d'intervention des institutions nationales se maintiennent ou augmentent, les autorités nationales s'engagent à renforcer et à financer des mécanismes qui permettent de subvenir aux besoins des personnes en situation de vulnérabilité et les mesures de nature à favoriser l'égalité femmes-hommes continuent d'être encouragées, conformément aux engagements internationaux.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

43. Au titre de la composante relative au renforcement des capacités, il est prévu de mettre progressivement fin à la mise en œuvre directe par le PAM au profit de la prise en main des opérations par le pays d'ici à 2027, après quoi le PAM assurera une assistance en fonction des besoins. Le PAM table sur la détermination actuelle des responsables des institutions nationales à adopter le modèle proposé. Au niveau des communautés, la stratégie du PAM en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements consistera principalement à créer un environnement équitable et durable propice à l'évolution de la société et à la promotion de l'égalité femmes-hommes, de sorte que, au fil du temps, les communautés adoptent dans la durée des comportements nouveaux.

Effet direct stratégique 2: La population salvadorienne peut compter sur des systèmes alimentaires et des moyens résilients, efficaces, équitables et inclusifs qui favorisent le travail décent, la production, le bon fonctionnement des marchés, la consommation locale et l'adaptation aux changements climatiques

44. Le PAM entend favoriser des systèmes alimentaires résilients, efficaces, équitables et inclusifs, en donnant la priorité à l'inclusion des petits producteurs et de leurs associations, des jeunes et des femmes et en renforçant la cohésion sociale intergénérationnelle. Pour donner aux personnes en situation de vulnérabilité les moyens de s'adapter et de réduire

leur vulnérabilité face aux chocs et aux changements climatiques et donc pour contribuer à la réalisation de l'ODD 13, le PAM encouragera les innovations en matière de gestion des ressources naturelles et d'adaptation à l'échelle des communautés. En outre, les transferts de type monétaire, les services financiers et les indemnités au titre des dispositifs de microassurance contribueront à garantir la sécurité alimentaire en temps de crise, et joueront ainsi un rôle de filet de sécurité qui évitera le recours à des mécanismes de survie dangereux et favorisera la production.

45. Le PAM facilitera les relations entre les acteurs des systèmes alimentaires, en particulier les liens entre les petits exploitants agricoles et le programme d'alimentation et de santé scolaires, et il encouragera la diversification de la production ainsi que le renforcement et le raccourcissement des circuits d'approvisionnement lorsque cela sera possible. Le PAM renforcera les compétences des femmes en situation d'insécurité alimentaire, des jeunes enfants, des personnes handicapées, des rapatriés et des jeunes à risque vivant dans les zones urbaines, périurbaines et rurales afin de faciliter l'accès à des emplois du secteur officiel et de promouvoir l'entrepreneuriat, ce qui contribuera à la réalisation des ODD 1 et 8. En adoptant une approche à dimension nutritionnelle, le PAM favorisera la consommation d'aliments locaux afin d'améliorer la santé de la population et d'accroître la résilience face aux chocs. Par ses interventions à dimension nutritionnelle, le PAM encouragera une alimentation diversifiée, nutritive et locale, et renforcera dans le même temps la résilience face aux chocs.
46. Dans le cadre de sa contribution au renforcement de la résilience, qui passe par la promotion de l'égalité femmes-hommes, le PAM mènera des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin de promouvoir l'autonomie économique des femmes et une nouvelle répartition des tâches ménagères et des responsabilités en matière de soins, en s'efforçant d'accroître la participation des femmes du monde rural aux activités productives et à la prise de décisions. Cela permettra de réduire le temps que les femmes consacrent aux activités de soins non rémunérées et de renforcer leur capacité à créer des entreprises et à mener des activités rémunératrices.

Domaine d'action privilégié

47. L'effet direct stratégique 2 est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

48. Cet effet direct stratégique concorde avec les effets E2, E4 et E5 énoncés dans le Plan-cadre de coopération et avec les priorités définies dans les plans nationaux suivants:
 - *Plan Cuscatlán* pour 2019-2024
 - politique environnementale nationale (2012)
 - plan national relatif aux changements climatiques (2015)
 - loi générale sur la jeunesse
 - troisième communication nationale à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (2018)
 - stratégie nationale relative aux changements climatiques (2013)
 - plan directeur de sauvetage de l'agriculture (2020-2024)
 - plan de développement social (2019-2024)
 - politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2018-2028)
 - politique nationale pour la jeunesse (2010-2024)
 - plan national pour le tourisme

Produits escomptés

49. Plusieurs produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 2; deux sont liés à l'activité 3 et trois se rattachent à l'activité 4:
- 3.1 Les communautés et les producteurs bénéficient de capacités renforcées pour produire des aliments nutritifs de manière durable et intelligente face au climat, ce qui permet de diversifier les moyens d'existence et les revenus, d'améliorer la cohésion sociale et de favoriser la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées aux activités productives.
 - 3.2 Les communautés et les producteurs bénéficient des ressources et des capacités nécessaires pour mettre en œuvre des stratégies intégrées de gestion des risques climatiques qui protègent leurs moyens d'existence.
 - 4.1 Les acteurs des systèmes alimentaires des zones rurales, urbaines et périurbaines, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les rapatriés et les associations, bénéficient d'activités de renforcement des capacités et de formation leur permettant d'améliorer leurs possibilités d'emploi et de revenu et leur compétitivité selon des modalités inclusives, évolutives, efficaces et collaboratives.
 - 4.2 Les institutions nationales, les producteurs et les associations bénéficient d'un renforcement de leurs capacités et connaissances et sont dès lors mieux à même de protéger leurs actifs et d'améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments ainsi que les opérations logistiques, le stockage et la transformation des aliments, de façon à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.
 - 4.3 Les femmes dans toute leur diversité bénéficient d'activités visant à faire évoluer la société et les comportements, et jouissent de l'autonomie économique, de la sécurité alimentaire et d'une meilleure nutrition, car elles ont accès à un travail décent et ont le droit de gérer leur temps.

Activités essentielles

Activité 3: Donner aux communautés en situation d'insécurité alimentaire les moyens d'adopter des pratiques améliorées et inclusives de gestion des risques climatiques et d'adaptation à ces risques et d'accéder à des services visant à accroître la production et à renforcer la résilience face aux chocs et aux facteurs de perturbation

50. Le PAM aidera les communautés à créer des biens de production ou à les remettre en état et à les entretenir; ainsi, il favorisera les moyens d'existence intelligents face au climat et le transfert de connaissances entre générations, ce qui réduira les facteurs de nature à inciter à la migration irrégulière. Soucieux de promouvoir la cohésion sociale dans les zones rurales, le PAM fera appel aux jeunes, car ils utilisent des innovations qui permettent d'accéder à des moyens d'existence intelligents face au climat, notamment les technologies employées dans les secteurs de l'agriculture, des énergies renouvelables et de la transformation des aliments. Dans le cadre de cette activité, le PAM mettra en place des initiatives de gestion des risques climatiques et favorisera le développement de services d'information sur le climat et l'accès à des mécanismes de transfert des risques. En outre, il mettra à profit diverses méthodes, telles que la récupération de l'eau et les dispositifs à énergie solaire, pour favoriser l'essor des mesures d'adaptation à l'échelle des communautés, en lien avec les activités de relèvement rapide menées au titre de l'activité 1. Le PAM favorisera la diversification des cultures au moyen de jardins potagers communautaires, de lopins maraîchers individuels, de macrotunnels et de serres où seront cultivées toutes sortes de légumes; il encouragera la culture de maïs et de sorgho bioenrichis, de fruits et d'aliments nutritifs tels que le quinoa.
51. Le PAM entend continuer d'investir dans les services climatologiques et le financement fondé sur les prévisions, notamment la microassurance, afin d'éviter le recours à des mécanismes de survie dangereux pendant les crises, et il appliquera une démarche axée sur la

communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour promouvoir la mise en place et l'amélioration de l'information climatologique adaptée au contexte au service de l'alerte rapide et des prévisions saisonnières. Le PAM travaillera aux côtés du Gouvernement et des communautés pour se préparer aux répercussions des phénomènes météorologiques avant qu'ils ne se produisent; à cet effet, il contribuera à améliorer la qualité des prévisions et à définir les facteurs de déclenchement, les procédures opératoires normalisées et les mécanismes de financement qui permettront de réduire la nécessité d'une assistance d'urgence après les catastrophes, en complément des actions menées au titre de l'activité 2.

Activité 4: Renforcer les capacités de production, de gestion et de commercialisation dont disposent les communautés en milieu urbain et rural, sans oublier les consommateurs, ainsi que les interactions de ces communautés avec les environnements alimentaires

52. Cette activité complète les initiatives prévues au titre de l'activité 3; il s'agit de favoriser l'amélioration des systèmes de marché et des chaînes d'approvisionnement qui relient les zones urbaines aux zones rurales au moyen de partenariats noués avec le secteur privé, de formations, d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et de l'accès à des emplois décents. Pour remédier au manque d'aliments frais produits localement, le PAM aidera les agriculteurs à produire des excédents, ce qui bénéficiera aux communautés locales et contribuera à l'essor de la production. En outre, le PAM soutiendra les groupes d'épargne communautaire et l'éducation financière; il axera son action sur la promotion de l'autonomie et de l'inclusion financière des femmes et assurera des formations adaptées aux besoins de différents groupes d'agriculteurs (femmes, jeunes et personnes handicapées).
53. Le PAM utilisera sa politique d'achats locaux et régionaux de produits alimentaires et les partenariats noués avec des acteurs du secteur privé pour favoriser les liens entre les producteurs locaux et les marchés urbains nationaux. Cette activité lui permettra de contribuer à la mise en place de filières agricoles nationales et régionales, de rapprocher les producteurs et les consommateurs locaux et de stimuler la génération de revenus en favorisant l'esprit d'entreprise, la création d'emplois et l'augmentation des capacités de commercialisation. Enfin, le PAM envisage d'acheter du maïs et du sorgho bioenrichis à des coopératives de petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui, en agissant pour le compte du Ministère de l'éducation, des sciences et des technologies; il a également l'intention de travailler en partenariat avec certains acheteurs présents sur le marché institutionnel et d'autres marchés afin de promouvoir des systèmes d'achat de haricots plus inclusifs. Une analyse des filières sera menée pour déterminer les possibilités de soutien en faveur de certains acteurs des systèmes alimentaires.

Partenariats

54. Le PAM collaborera avec le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, la Direction générale de la protection civile, le Ministère du tourisme, la FAO, l'Organisation internationale pour les migrations, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les partenariats conclus avec des acteurs du secteur privé faciliteront l'intégration des petits producteurs dans les filières et les possibilités de développement de la production nationale. Le PAM prévoit en outre de collaborer avec le Secrétariat à l'innovation de la Présidence d'El Salvador et le Ministère du développement local pour promouvoir des approches technologiques innovantes.

Hypothèses

55. Cet effet direct stratégique repose sur l'hypothèse selon laquelle les allocations budgétaires nationales destinées à l'adaptation aux changements climatiques et à la production alimentaire demeurent stables ou augmentent et qu'il y a une volonté politique de collaborer

à des initiatives conjointes bénéficiant de financements pluriannuels apportés par plusieurs pays.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

56. Le PAM contribuera directement aux plans et programmes nationaux en fournissant une assistance directe et en se concertant avec le Gouvernement pour renforcer les capacités. Le niveau actuel d'endettement du pays retardera le transfert de l'ensemble des opérations, mais le PAM recherchera des possibilités de transfert partiel des responsabilités aux communautés et aux institutions compétentes telles que le Ministère de l'agriculture et de l'élevage.

Effet direct stratégique 3: Les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour s'attaquer aux causes profondes de la faim au moyen d'un système de protection sociale intégré, inclusif et réactif face aux chocs

57. Le PAM fournira une assistance technique au Gouvernement pour améliorer le recensement et le ciblage des personnes en situation de vulnérabilité et contribuera à leur prise en charge globale. En complément des initiatives visant à prévenir l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes³⁵, le PAM s'attachera à promouvoir des habitudes alimentaires saines et la production locale et à favoriser l'accès à des aliments nutritifs de grande qualité, notamment dans le cadre des activités d'alimentation scolaire, ce qui contribuera également à la réalisation de l'ODD 1.

58. Le PAM assurera le renforcement des capacités des institutions afin qu'elles soient à même d'améliorer les politiques, les plans, les projets et les initiatives mis en œuvre dans le domaine de la protection sociale intégrée, inclusive et réactive face aux chocs, dans une optique attentive à la problématique femmes-hommes et à la dimension nutritionnelle; il mettra l'accent sur la politique nationale d'appui global au développement du jeune enfant (*Crecer Juntos*). Le PAM continuera donc de mettre à disposition son savoir-faire relatif aux mesures à prendre dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition et à la production de données factuelles au service de la prise de décisions. Conformément à sa politique en matière de problématique femmes-hommes de 2022, le PAM renforcera les capacités dont les partenaires nationaux et locaux disposent pour assurer l'inclusivité et l'équité.

Domaine d'action privilégié

59. L'effet direct stratégique 3 est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

60. Cet effet direct concorde avec les effets E1 et E5 énoncés dans le Plan-cadre de coopération, avec les priorités nationales définies dans le plan de développement social pour 2019-2024, en particulier les résultats 1, 2 et 7, avec la politique nationale d'appui global au développement du jeune enfant (*Crecer Juntos*), avec la feuille de route pour des systèmes alimentaires durables et avec le plan national pour la santé.

Produits escomptés

61. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 3:

- 5.1 Les institutions nationales bénéficient de l'amélioration de la couverture et de la qualité de leurs services, et les stratégies intégrées et durables sont plus inclusives et plus équitables et tiennent davantage compte des enjeux de la sécurité alimentaire et de la nutrition avant, pendant et après un choc ou une crise.

³⁵ Résultat 2 du plan de développement social pour 2019-2024.

- 5.2 Les institutions nationales qui mettent en œuvre des programmes d'assistance accèdent aux populations les plus vulnérables et leur viennent en aide, et elles tirent parti à cet effet des outils d'enregistrement et de suivi pour dispenser leurs services, produire des données factuelles et rendre compte de leur action.

Activité essentielle

Activité 5: Assurer une assistance technique afin de renforcer les capacités des institutions et les systèmes de protection sociale, de manière à améliorer l'inclusivité pour répondre à la diversité des besoins des personnes et des communautés en situation de vulnérabilité en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle

62. Pour soutenir les institutions nationales, le PAM leur fournira une assistance technique. L'objectif sera d'améliorer l'inclusivité pour répondre aux besoins des personnes et des communautés en situation de vulnérabilité sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition par l'intermédiaire du régime de protection sociale, notamment au moyen du système de registre social et des mécanismes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Il appuiera le renforcement des systèmes informatiques de suivi des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition, ce qui contribuera à étayer la prise de décisions. Le PAM et le Ministère du développement local géreront ensemble les ressources affectées au renforcement de la protection sociale des personnes en situation de vulnérabilité. Le PAM aidera le Ministère de l'éducation, des sciences et des technologies à renforcer l'outil de protection sociale que constitue le programme national d'alimentation et de santé scolaires. Il contribuera notamment au renforcement des chaînes d'approvisionnement, du suivi des programmes et de la gestion des connaissances fondée sur l'évaluation des lacunes, qui permettra d'améliorer la prise de décisions. En collaboration avec le Ministère de la santé, la FAO et d'autres entités des Nations Unies, le PAM appuiera la mise en œuvre du volet relatif à la santé et à la nutrition inscrit dans la politique nationale d'appui global au développement du jeune enfant (*Crecer Juntos*), en se concentrant sur le renforcement de la stratégie nationale de nutrition au niveau des communautés, l'amélioration des modalités de diversification de l'alimentation et la conception de stratégies d'éducation nutritionnelle. Ces activités concorderont avec la stratégie nationale pour une alimentation scolaire saine et durable et avec les engagements que le pays a pris dans le cadre des travaux de la Coalition pour les repas scolaires. Cette coalition, mise en place à l'occasion du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, a l'ambition de faire en sorte que chaque enfant ait la possibilité de recevoir un repas sain et nutritif à l'école d'ici à 2030, ce qui suppose notamment d'augmenter le financement des repas scolaires et le nombre d'enfants bénéficiaires et d'accroître les apports nutritionnels.
63. Dans les écoles et au sein de la communauté éducative, le PAM mettra en œuvre des initiatives de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et une démarche attentive à la problématique femmes-hommes; à cet effet, des séances de formation et de sensibilisation seront notamment organisées à l'intention des femmes et des filles, ainsi que de leur famille et de la communauté éducative, avec comme objectif de mettre en place un environnement de nature à favoriser l'évolution des comportements. Il s'agira avant tout de susciter une évolution en profondeur des normes porteuses d'inégalités femmes-hommes et de favoriser des habitudes et des pratiques alimentaires saines ainsi qu'une répartition équitable de la nourriture au sein des ménages. En outre, le PAM diffusera des messages sur la violence sexiste et élaborera des campagnes en faveur de l'élimination de ce type de maltraitance. Comme pour l'effet direct stratégique 4, le PAM mettra à profit les activités menées au titre du programme national d'alimentation et de santé scolaires pour relier les producteurs aux marchés institutionnels et pour promouvoir la production et la consommation d'aliments enrichis.
64. Le PAM appuiera: le renforcement du cadre d'action et de réglementation; la mise en œuvre effective de la politique nationale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et l'intégration d'initiatives tenant compte de la nutrition dans l'élaboration des politiques et la

production de données factuelles; la promotion d'environnements alimentaires inclusifs; le suivi et la prévention de l'anémie; et le renforcement des capacités dans le domaine de l'enrichissement et du bioenrichissement des aliments, y compris en ce qui concerne la certification de la qualité et des procédés utilisés. Le PAM facilitera également la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire aux niveaux régional et national pour promouvoir l'échange de connaissances et les activités de mobilisation de ressources.

Partenariats

65. Le PAM se concertera avec le Bureau du Président, le Bureau de la Première Dame, le Gouvernement et les ministères compétents mentionnés plus haut ainsi qu'avec l'équipe de pays des Nations Unies. Il développera les alliances avec des partenaires de développement, notamment des associations, les milieux universitaires et le secteur privé, afin de faciliter la conduite de programmes conjoints, la mobilisation de ressources et la complémentarité des moyens.

Hypothèses

66. Cet effet direct repose sur l'hypothèse selon laquelle il existe un environnement propice à la transformation du système de protection sociale, caractérisé notamment par une stabilité de la réglementation, des conditions favorables pour les acteurs compétents sur les questions sociales, et le maintien des dépenses publiques dans ce secteur au niveau enregistré ces dernières années. En outre, on table sur l'hypothèse selon laquelle le PAM reçoit des fonds suffisants pour mener des activités au titre du domaine d'action privilégié relatif aux causes profondes.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

67. Le PAM renforcera les capacités individuelles et institutionnelles à toutes les étapes du cycle des politiques publiques et soutiendra les mécanismes interinstitutionnels visant à favoriser les synergies et à optimiser l'utilisation des ressources. Il est prévu de transférer progressivement les responsabilités à mesure que le Gouvernement augmentera sa capacité à prendre en main les opérations, et de transférer partiellement la responsabilité de la stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements une fois que les avantages des changements proposés auront été bien compris.

Effet direct stratégique 4: Les partenaires gouvernementaux, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales et nationales bénéficient d'un soutien sous la forme de services liés à la chaîne d'approvisionnement, de services de transfert monétaire et d'une assistance technique

68. Le PAM utilisera son savoir-faire et ses capacités éprouvées dans les domaines de l'intervention d'urgence, de la gestion des chaînes d'approvisionnement et des technologies de l'information pour assurer des services de nature à renforcer les programmes nationaux menés par le Gouvernement et à apporter un appui à ses partenaires des Nations Unies et aux ONG.

Domaine d'action privilégié

69. L'effet direct stratégique 4 est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

70. Cet effet direct concorde avec les effets E1 et E5 énoncés dans le Plan-cadre de coopération, avec les priorités nationales définies dans le plan directeur de sauvetage de l'agriculture, avec la loi sur le développement social et la protection sociale et avec le plan national pour la santé.

Produits escomptés

71. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 4; le premier est lié à l'activité 6, le deuxième à l'activité 7 et le troisième à l'activité 8:
- 6.1 Les institutions nationales et les partenaires de la communauté humanitaire bénéficient de la plateforme de transferts de type monétaire mise en place par le PAM et sont mieux à même d'accéder aux populations en situation de vulnérabilité ou de crise et de leur venir en aide.
 - 7.1 Les institutions nationales et les partenaires de la communauté humanitaire bénéficient des services d'achat de produits alimentaires assurés par le PAM et sont mieux à même de fournir une assistance alimentaire aux populations en situation de vulnérabilité ou de crise.
 - 8.1 Les institutions nationales et les partenaires de la communauté humanitaire bénéficient des services, de l'appui aux chaînes d'approvisionnement et de l'assistance technique assurés par le PAM et sont mieux à même d'accéder aux populations en situation de vulnérabilité ou de crise, ce qui améliore la qualité des programmes de protection sociale et d'assistance.

Activités essentielles

Activité 6: Fournir des services utilisant la plateforme de transferts de type monétaire aux partenaires publics, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales nationales et internationales pour subvenir aux besoins essentiels des populations ciblées

72. Le PAM gèrera la relation avec les prestataires de services financiers et les détaillants déjà en place pour faire en sorte que la gestion des transferts et l'établissement des rapports soient conformes à ses propres règles. Il renforcera les capacités de ces partenaires commerciaux pour leur permettre d'être efficaces et encouragera l'adoption de mesures spécifiques de ciblage des personnes en situation de vulnérabilité, notamment les femmes, les jeunes enfants, les jeunes et les personnes handicapées.

Activité 7: Fournir des services d'achat de produits alimentaires aux partenaires publics, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales nationales et internationales pour subvenir aux besoins essentiels des populations ciblées

73. Le PAM se chargera de l'achat des produits alimentaires pour garantir une utilisation économiquement rationnelle et efficace des ressources nationales et appliquera à cet effet ses politiques et procédures. Il donnera la priorité aux marchés locaux de façon à s'approvisionner auprès des petits exploitants agricoles, en veillant au respect des normes de pratique en vigueur en matière de qualité et de sécurité sanitaire des aliments. Par ailleurs, s'agissant des services de conseil portant sur les activités d'amont et d'aval de la chaîne d'approvisionnement, le PAM élaborera des accords avec les partenaires qui en feront la demande.

Activité 8: Fournir des services logistiques et des services d'achat d'articles non alimentaires aux partenaires publics, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales internationales et nationales pour les besoins du dispositif de protection sociale

74. Le PAM assurera des services adaptés au contexte, entre autres dans les domaines de la logistique et des achats d'articles non alimentaires, en s'appuyant sur une analyse des priorités et des besoins communs.

Partenariats

75. Le PAM renforcera la mise en œuvre des programmes de ses partenaires, ce qui permettra de compléter les contributions des donateurs habituels et de contribuer à sa stabilité financière à moyen terme. Il développera son réseau actuel de partenaires commerciaux pour étendre son rayon d'action à des zones reculées, réduire les coûts de livraison, améliorer l'efficacité, répartir les risques et optimiser l'utilisation des ressources.

Hypothèses

76. Cet effet direct repose sur l'hypothèse selon laquelle les capacités d'approvisionnement dont le PAM dispose ne sont pas perturbées et ses plateformes numériques ne rencontrent aucun obstacle majeur. En outre, on table sur l'hypothèse selon laquelle la coordination technique et politique assurée par les acteurs de la protection sociale garde son efficacité, les crédits alloués par le Gouvernement aux programmes de protection sociale demeurent stables ou augmentent et le réseau numérique du pays permet d'assurer des connexions suffisantes dans les zones reculées.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

77. Le PAM fournira des services aux institutions et aux autres partenaires qui en auront besoin ; il collaborera toutefois aussi avec le Gouvernement pour renforcer les capacités de celui-ci en mettant en place une stratégie conjointe visant à assurer certains services sur la base des domaines clés répertoriés dans le présent PSP. D'autres domaines de prestation de services seront définis et pourront être gérés en faisant appel à des tiers ou conjointement. Le PAM procédera donc à un transfert partiel des responsabilités lorsque cela sera possible et continuera d'assurer des services et une assistance technique à l'issue de la période couverte par le PSP.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

78. Le PSP viendra en aide aux communautés les plus exposées et les plus vulnérables face aux chocs naturels et économiques, aux changements climatiques, aux inégalités entre les femmes et les hommes, à la violence et à l'insécurité alimentaire dans les zones rurales, périurbaines et urbaines. Le ciblage géographique sera établi à partir des résultats de l'analyse périodique menée au titre du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et du suivi de l'insécurité alimentaire et de la nutrition assuré par le PAM et compte tenu des priorités géographiques du Gouvernement. La gestion des bénéficiaires sera effectuée au moyen de la plateforme pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts (SCOPE) mise en place par le PAM et des mécanismes d'enregistrement des bénéficiaires utilisés par les pouvoirs publics. L'ensemble des interventions comprendront des actions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, de manière à s'adresser à tous les bénéficiaires du PSP.
79. L'activité 1 ciblera les populations touchées par une crise et les groupes souffrant d'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et rurales par les moyens suivants: distributions générales et activités de relèvement rapide en faveur des petits exploitants agricoles subissant des phénomènes climatiques extrêmes et des personnes touchées par des chocs socioéconomiques; distribution d'aliments enrichis aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes, aux nourrissons et aux enfants de moins de 5 ans afin de prévenir la malnutrition aiguë, conformément à la politique nationale d'appui global au développement du jeune enfant (*Crecer Juntos*)³⁶; et activités d'assistance alimentaire et de

³⁶ Ce volet concerne 96 municipalités.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (2022-2027)									
Effet direct stratégique	Activité	Groupe de bénéficiaires	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Total
	4 (RC)	Filles	-	-	-	-	-	-	-
		Garçons	-	-	-	-	-	-	-
		Femmes	75	150	150	150	150	75	750
		Hommes	50	100	100	100	100	50	500
		Total	125	250	250	250	250	125	1 250
Total			77 875	153 118	145 258	138 601	130 423	70 765	716 040
Total (hors chevauchements)			76 425	144 600	136 800	130 200	122 100	62 925	152 197

Abréviation: RC = renforcement des capacités.

4.2 Transferts

Produits alimentaires et transferts de type monétaire

82. Le PAM s'appuiera sur des évaluations sectorielles pour déterminer les modalités de transfert appropriées et la taille des rations, en intégrant une analyse de la problématique femmes-hommes pour répondre à la diversité des besoins respectifs des populations ciblées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Point important, le PAM continuera d'évaluer le bien-fondé du recours aux transferts de type monétaire, en tenant compte de l'analyse du panier de dépenses minimum, de l'indice de fonctionnement des marchés, des évaluations des besoins essentiels et des résultats du suivi mensuel des prix des produits alimentaires. Une assistance en nature sera distribuée dans les situations d'urgence, lorsque des chocs entraînent une réduction des disponibilités alimentaires sur les marchés. Pour renforcer l'assistance alimentaire, le PAM consolidera et intensifiera les interventions à dimension nutritionnelle qui auront donné de bons résultats et qui prennent en considération la sécurité alimentaire, la diversité de l'alimentation, les besoins en matière de protection, les priorités des administrations locales et les capacités des partenaires.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (<i>grammes/personne/jour</i>) OU VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ												
	Effet direct stratégique 1											Effet direct stratégique 2
	Activité 1											Activité 3
Types de bénéficiaires	Personnes en situation de vulnérabilité				Abris	Enfants de moins de 5 ans et filles et femmes enceintes ou allaitantes		Femmes et jeunes				Hommes, femmes et jeunes
Modalité	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Bons-valeur	Bons-produits	Bons-produits	Produits alimentaires	Bons-produits	Transferts de type monétaire	Bons-valeur	Transferts de type monétaire	Bons-valeur	Transferts de type monétaire
Céréales: maïs et riz	245					245						
Légumineuses: haricots	70					70						
Huile	24,5					24,5						
Sel	3,5					3,5						
Sucre						0						
Super Cereal						42						
Total kcal/jour	1 471					1 469						
% de kcal d'origine protéique	12					12						
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)		1	1		15		0,167	1	1	1	1	1
Nombre de jours d'alimentation par an	90	90	90		10	180	180	120	120	180	180	90

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	1 438	760 339
Légumes secs	411	499 655
Huiles et matières grasses	144	257 115
Aliments composés et mélanges	53	61 383
Autre	21	5 112
Total (produits alimentaires)	2 066	1 583 604
Transferts de type monétaire		56 209 800
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	2 066	57 793 404

4.3 Partenariats

83. En collaboration avec le Gouvernement salvadorien, le PAM continuera de soutenir la protection sociale et l'adaptation aux changements climatiques, en reliant les acteurs des systèmes alimentaires et les producteurs aux marchés locaux, régionaux et nationaux pour accroître les disponibilités alimentaires. Concrètement, le PAM entend:

- continuer de renforcer sa relation avec le Ministère de la santé et le Bureau de la Première Dame dans le cadre de la politique nationale d'appui global au développement du jeune enfant (*Crecer Juntos*);
- renforcer les capacités logistiques destinées aux interventions d'urgence, en partenariat avec la Direction générale de la protection civile et le Ministère du développement local;
- travailler en partenariat avec le Ministère du tourisme concernant la formation des jeunes et leur accès à l'emploi;
- fournir une assistance technique au Ministère de l'éducation, des sciences et des technologies afin d'améliorer la gestion globale du programme national d'alimentation et de santé scolaires;
- mener des actions d'adaptation aux changements climatiques dans le cadre d'une approche de la production fondée sur les écosystèmes, en collaboration avec le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles;
- axer son action sur le transfert des risques liés à la petite agriculture, en collaborant avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage dans le cadre du plan directeur de sauvetage de l'agriculture;
- appuyer les initiatives en faveur de la résilience des infrastructures locales, en coordination avec la Direction générale des travaux municipaux;
- travailler en partenariat avec l'Institut salvadorien pour la promotion de la femme, le Ministère du développement local et la Commission nationale des micro- et petites entreprises sur la question de l'entrepreneuriat au féminin;
- se concerter avec le Bureau de la Commission présidentielle pour les opérations et le Gouvernement afin de déterminer les critères de sélection des bénéficiaires; et
- travailler en partenariat avec l'Institut national pour la jeunesse afin de répondre aux besoins des personnes en situation de vulnérabilité, au premier rang desquelles les femmes, les jeunes à risque et les rapatriés.

84. Le PAM renforcera sa relation avec les ONG partenaires, les milieux universitaires, le secteur privé et d'autres entités des Nations Unies, notamment la FAO et le PNUD, pour promouvoir les actions conjointes, en élargissant l'éventail des possibilités offertes et en diversifiant les financements afin d'accroître les ressources.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

85. Pour toutes les activités relevant du PSP, le PAM mènera des activités de suivi et d'évaluation approfondies et analysera les aspects concernant la répartition par sexe et par tranche d'âge, la production de données factuelles, la transparence et l'obligation de rendre compte de son action aux donateurs et aux bénéficiaires. Sur la base des normes de suivi internes, des stratégies seront mises en œuvre pour suivre les indicateurs permettant de mesurer les résultats, les produits, les processus et la contribution à la réalisation des ODD conformément au Plan-cadre de coopération.
86. Le plan de suivi global du PAM comprend la collecte annuelle de données de base, le suivi post-distribution et une évaluation finale. Le PAM mènera un examen à mi-parcours pour éclairer les décisions relatives aux opérations, appuyer l'apprentissage et guider les adaptations à apporter aux programmes en cours. Il planifiera le suivi en continu de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le pays et prévoira des crédits budgétaires à cet effet, et il procédera chaque fois que nécessaire à des évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, en partenariat avec des entités publiques. Une évaluation décentralisée des systèmes alimentaires sera réalisée d'ici à 2025 et une évaluation centralisée du PSP sera conduite d'ici à 2026.
87. Un plan de suivi participatif tenant compte de la problématique femmes-hommes permettra au PAM d'évaluer la mise en œuvre des programmes, leurs effets respectifs sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons ainsi que la contribution à l'égalité femmes-hommes et à l'avancement des femmes. Une enquête de référence mettra en évidence les éventuelles disparités entre les femmes et les hommes, qui feront l'objet de mesures spécifiques. Les bénéficiaires auront accès au mécanisme de réclamation et de remontée de l'information mis en place par le PAM.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

88. Le présent PSP entrera en vigueur au cours des deux dernières années du mandat du Gouvernement en place, ce qui pourrait compromettre la continuité des programmes. Une collaboration étroite avec les interlocuteurs chargés des aspects techniques pourrait limiter ce risque, même si les contraintes qui pèsent sur les finances publiques risquent malgré tout de perturber les activités auxquelles le PAM participe. Les difficultés d'accès liées aux inégalités entre les femmes et les hommes et aux normes et pratiques socioculturelles discriminatoires pourraient faire obstacle à une participation équitable des femmes et des hommes; le PAM s'emploiera à adapter ses interventions pour limiter ces risques. Une forte vulnérabilité face au climat pourrait freiner la réalisation des objectifs du PSP. Le PAM travaillera avec les décideurs aux niveaux national et local et aux côtés des bénéficiaires pour renforcer les capacités dans les domaines de la gestion des risques de catastrophe, de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise et du renforcement de la résilience, en suivant une démarche axée sur les mesures d'anticipation.
89. Le lancement du Bitcoin donne la possibilité de réduire les coûts de transaction et de faire progresser l'inclusion financière. Toutefois, la désinformation, les fluctuations monétaires et un possible effet inflationniste sur le prix des biens liés à l'adoption du Bitcoin comme monnaie ayant cours légal en septembre 2021 pourraient entraîner des répercussions négatives sur la population en temps de crise ou en cas de dévaluation, ainsi que sur

l'aptitude du Gouvernement à mettre en œuvre ses programmes. Pour réduire le plus possible les risques, le PAM continuera d'utiliser le dollar des États-Unis.

Risques opérationnels

90. Les activités menées dans le cadre de ce PSP seront évaluées au moyen de l'outil d'analyse des garanties mis en place par le PAM, qui permet de déterminer les risques sociaux et environnementaux directs et indirects. Le PAM renforcera les capacités de ses interlocuteurs pour les aider à se conformer aux normes en vigueur et à agir rapidement. L'insécurité et le crime organisé pourraient perturber le calendrier des opérations du PAM et de ses partenaires et compromettre leur aptitude à mener une intervention humanitaire dans le respect des principes correspondants. Pour atténuer ce risque, le PAM généralisera l'emploi de stratégies misant sur l'adhésion des communautés et, à l'échelle locale, il collaborera concrètement avec les responsables des communautés.

Risques fiduciaires

91. Pour atténuer le risque de fraude et d'abus, le PAM continuera de renforcer les capacités à appliquer les règles de déontologie et les normes de conduite conformément aux directives institutionnelles; il mènera des campagnes d'information et donnera aux bénéficiaires la possibilité d'accéder à des mécanismes de réclamation et de remontée de l'information dans un souci de prévention et pour pouvoir prendre le cas échéant les mesures qui s'imposent. Les procédures opératoires normalisées et les cadres de gestion des risques mis en place par l'Organisation des Nations Unies et par le PAM seront utilisés pour atténuer les risques pour la santé, la sûreté et la sécurité liés à la COVID-19.

5.3 Garanties sociales et environnementales

92. Lors de la conception et de la mise en œuvre de toutes les activités du PSP, il sera tenu compte des directives institutionnelles concernant les normes environnementales et sociales à respecter au cours des opérations, de façon à éviter ou à atténuer les répercussions négatives sur les individus, les communautés et l'environnement naturel. Concrètement, le PAM protégera les ressources naturelles en favorisant leur utilisation rationnelle afin de ne pas excéder leur capacité de régénération, en particulier s'agissant de la conservation des sols et des eaux. Pour préserver la biodiversité et les écosystèmes, le PAM fera en sorte que les activités ne perturbent pas des habitats essentiels ou des zones protégées. Dans cet esprit, le PAM encouragera une gestion durable des ressources et des déchets, notamment en réduisant l'utilisation des produits agrochimiques et en encourageant l'usage de l'énergie solaire pour alimenter en électricité les systèmes d'irrigation. Dans le cadre d'une démarche axée sur l'anticipation, les interventions du PAM tiendront compte des risques climatiques et viseront à réduire l'exposition et la vulnérabilité des communautés.
93. Le PAM continuera à rechercher les moyens de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de promouvoir une utilisation efficiente des ressources et la gestion des déchets dans le cadre de ses opérations, notamment grâce à l'optimisation des systèmes d'éclairage, au tri des déchets et à l'utilisation des énergies renouvelables. En outre, pour encourager l'évolution des normes sociales, le PAM fera en sorte que les droits humains soient respectés et protégés dans toutes les activités, mènera des campagnes de lutte contre la violence sexiste et favorisera l'égalité femmes-hommes au moyen d'activités adaptées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements. Le PAM protégera à tout moment la sûreté, la santé et la sécurité des parties prenantes dans le cadre de ses programmes, de ses opérations et de ses chaînes d'approvisionnement, et il s'assurera que les parties prenantes, en particulier les populations touchées, peuvent accéder facilement à l'information et sont à même de faire remonter leurs observations à propos de ses programmes.

6. Ressources axées sur les résultats

6.1 Budget du portefeuille de pays

94. Le budget du présent PSP s'élève à 129 202 890 dollars; ce montant prend en compte la poursuite des activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise ainsi que le développement du portefeuille de programmes de renforcement de la résilience et des capacités. Les crédits budgétaires sont répartis ainsi: 71 pour cent pour les interventions face aux crises au titre de l'effet direct stratégique 1; 22 pour cent pour le renforcement de la résilience au titre des effets directs stratégiques 2 et 4; et 7 pour cent pour les causes profondes au titre de l'effet direct stratégique 3. Les activités spécifiquement axées sur la problématique femmes-hommes ou tenant compte de cette problématique représentent 27 pour cent du budget.

TABLEAU 4: BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)

Effet direct stratégique	Activité	Année 1 2022	Année 2 2023	Année 3 2024	Année 4 2025	Année 5 2026	Année 6 2027	Total
1	1	9 643 539	18 327 151	17 572 975	16 659 479	16 055 114	7 946 379	86 204 636
1	2	426 575	1 229 527	969 582	1 169 345	946 874	435 412	5 177 315
2	3	1 018 760	2 213 585	2 239 083	2 230 651	2 272 576	1 582 716	11 557 370
2	4	455 193	1 149 380	1 169 724	1 170 316	1 189 370	670 381	5 804 365
3	5	950 951	1 758 507	1 736 623	1 729 293	1 760 733	912 656	8 848 764
4	6	549 594	993 829	1 000 240	1 004 622	1 024 235	556 684	5 129 204
4	7	612 663	1 091 227	1 099 170	1 107 937	1 125 329	613 994	5 650 320
4	8	83 326	136 853	172 404	173 372	176 924	88 037	830 916
Total		13 740 602	26 900 058	25 959 800	25 245 015	24 551 156	12 806 259	129 202 890

6.2 Perspectives et stratégie en matière de mobilisation de ressources

95. De 2018 à 2021, le financement des domaines d'action privilégiés a évolué en fonction de la situation; les fonds consacrés aux interventions face aux crises ont augmenté, ceux destinés au renforcement de la résilience ont diminué et ceux affectés aux causes profondes ont été insuffisants. Sur la base d'une analyse des tendances passées et en tenant compte des flux de financement liés aux partenariats en cours et prévus, on s'attend à ce que le budget du portefeuille de pays soit financé à hauteur de 70 pour cent. En cas de déficit de financement, priorité sera donnée aux effets directs stratégiques 1 et 2.

96. Au cours de l'élaboration du PSP, le PAM a organisé des réunions avec les donateurs, le Gouvernement, le secteur privé, les milieux universitaires et les partenaires du système des Nations Unies pour recueillir leurs observations et prendre connaissance de leurs recommandations. Des représentants d'institutions financières internationales ont fait part de leur détermination à soutenir la relance économique pendant et après la pandémie de COVID-19, en contribuant notamment au renforcement de la résilience de l'agriculture et des infrastructures et à la création d'emplois en faveur des groupes de population en situation de vulnérabilité. La stratégie de financement du PSP a été établie en tenant compte de ces éléments.

ANNEXE I**CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR EL SALVADOR (2022-2027)****But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro****Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation****Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture****Effet direct stratégique 1: Les communautés et les personnes touchées par une crise se trouvant en situation de vulnérabilité, en particulier les femmes, les jeunes à risque et les rapatriés, satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels en toutes circonstances, ce qui améliore leur bien-être et la cohésion sociale**

Catégorie d'effet direct: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Tient
compte de
la nutrition**Hypothèses**

Les capacités d'intervention des institutions nationales se maintiennent ou augmentent

Les autorités nationales s'engagent à renforcer et à financer des mécanismes qui permettent de subvenir aux besoins des personnes en situation de vulnérabilité

Les mesures de nature à favoriser l'égalité femmes-hommes continuent d'être encouragées, conformément aux engagements internationaux

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation (indice des stratégies de survie en baisse)

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de consommation alimentaire - nutrition

Seuil minimal de diversité alimentaire pour les femmes

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits

1. Fournir immédiatement une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle aux populations touchées par des crises pour subvenir à leurs besoins essentiels et faciliter les secours et le relèvement rapide (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

1.1 Les personnes en situation de vulnérabilité qui sont touchées par de multiples chocs satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels spécifiques grâce à des programmes tenant compte de la problématique femmes-hommes et de la dimension nutritionnelle, ce qui contribue au relèvement rapide et renforce la cohésion sociale. (A: Ressources transférées)

1.1 Les personnes en situation de vulnérabilité qui sont touchées par de multiples chocs satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels spécifiques grâce à des programmes tenant compte de la problématique femmes-hommes et de la dimension nutritionnelle, ce qui contribue au relèvement rapide et renforce la cohésion sociale. (B: Aliments nutritifs fournis)

1.1 Les personnes en situation de vulnérabilité qui sont touchées par de multiples chocs satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels spécifiques grâce à des programmes tenant compte de la problématique femmes-hommes et de la dimension nutritionnelle, ce qui contribue au relèvement rapide et renforce la cohésion sociale. (D: Actifs créés)

1.1 Les personnes en situation de vulnérabilité qui sont touchées par de multiples chocs satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels spécifiques grâce à des programmes tenant compte de la problématique femmes-hommes et de la dimension nutritionnelle, ce qui contribue au relèvement rapide et renforce la cohésion sociale. (E*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées)

2. Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise à l'échelle des communautés et au niveau des institutions (Préparation aux situations d'urgence)

2.1 Les institutions nationales et infranationales et les communautés bénéficient d'une amélioration des connaissances, du renforcement des capacités et de la coordination concernant la conception de stratégies misant sur les mesures d'anticipation pour réduire et gérer les risques, selon une approche axée sur la résilience. (A: Ressources transférées)

2.1 Les institutions nationales et infranationales et les communautés bénéficient d'une amélioration des connaissances, du renforcement des capacités et de la coordination concernant la conception de stratégies misant sur les mesures d'anticipation pour réduire et gérer les risques, selon une approche axée sur la résilience. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

2.1 Les institutions nationales et infranationales et les communautés bénéficient d'une amélioration des connaissances, du renforcement des capacités et de la coordination concernant la conception de stratégies misant sur les mesures d'anticipation pour réduire et gérer les risques, selon une approche axée sur la résilience. (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire**Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables**

Effet direct stratégique 2: La population salvadorienne peut compter sur des systèmes alimentaires et des moyens résilients, efficaces, équitables et inclusifs qui favorisent le travail décent, la production, le bon fonctionnement des marchés, la consommation locale et l'adaptation aux changements climatiques

Catégorie d'effet direct: Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

Les allocations budgétaires nationales destinées à l'adaptation aux changements climatiques et à la production alimentaire demeurent stables ou augmentent

Il y a une volonté politique de collaborer à des initiatives conjointes bénéficiant de financements pluriannuels apportés par plusieurs pays

Indicateurs d'effet direct

Score de consommation alimentaire – nutrition

Indice des stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production de petits exploitants

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Valeur (en dollars) des fonds mobilisés en faveur d'un objectif de réduction des risques climatiques

Valeur et quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

3. Donner aux communautés en situation d'insécurité alimentaire les moyens d'adopter des pratiques améliorées et inclusives de gestion des risques climatiques et d'adaptation à ces risques et d'accéder à des services visant à accroître la production et à renforcer la résilience face aux chocs et aux facteurs de perturbation. (Adaptation au changement climatique et gestion des risques)

3.1 Les communautés et les producteurs bénéficient de capacités renforcées pour produire des aliments nutritifs de manière durable et intelligente face au climat, ce qui permet de diversifier les moyens d'existence et les revenus, d'améliorer la cohésion sociale et de favoriser la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées aux activités productives. (E*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées)

3.1 Les communautés et les producteurs bénéficient de capacités renforcées pour produire des aliments nutritifs de manière durable et intelligente face au climat, ce qui permet de diversifier les moyens d'existence et les revenus, d'améliorer la cohésion sociale et de favoriser la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées aux activités productives. (A: Ressources transférées)

3.1 Les communautés et les producteurs bénéficient de capacités renforcées pour produire des aliments nutritifs de manière durable et intelligente face au climat, ce qui permet de diversifier les moyens d'existence et les revenus, d'améliorer la cohésion sociale et de favoriser la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées aux activités productives. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

3.1 Les communautés et les producteurs bénéficient de capacités renforcées pour produire des aliments nutritifs de manière durable et intelligente face au climat, ce qui permet de diversifier les moyens d'existence et les revenus, d'améliorer la cohésion sociale et de favoriser la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées aux activités productives. (D: Actifs créés)

3.2 Les communautés et les producteurs bénéficient des ressources et des capacités nécessaires pour mettre en œuvre des stratégies intégrées de gestion des risques climatiques qui protègent leurs moyens d'existence. (A: Ressources transférées)

3.2 Les communautés et les producteurs bénéficient des ressources et des capacités nécessaires pour mettre en œuvre des stratégies intégrées de gestion des risques climatiques qui protègent leurs moyens d'existence. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

3.2 Les communautés et les producteurs bénéficient des ressources et des capacités nécessaires pour mettre en œuvre des stratégies intégrées de gestion des risques climatiques qui protègent leurs moyens d'existence. (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

4. Renforcer les capacités de production, de gestion et de commercialisation dont disposent les communautés en milieu urbain et rural, sans oublier les consommateurs, ainsi que les interactions de ces communautés avec les environnements alimentaires. (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

4.1 Les acteurs des systèmes alimentaires des zones rurales, urbaines et périurbaines, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les rapatriés et les associations, bénéficient d'activités de renforcement des capacités et de formation leur permettant d'améliorer leurs possibilités d'emploi et de revenu et leur compétitivité selon des modalités inclusives, évolutives, efficaces et collaboratives. (A: Ressources transférées)

4.1 Les acteurs des systèmes alimentaires des zones rurales, urbaines et périurbaines, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les rapatriés et les associations, bénéficient d'activités de renforcement des capacités et de formation leur permettant d'améliorer leurs possibilités d'emploi et de revenu et leur compétitivité selon des modalités inclusives, évolutives, efficaces et collaboratives. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

4.1 Les acteurs des systèmes alimentaires des zones rurales, urbaines et périurbaines, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les rapatriés et les associations, bénéficient d'activités de renforcement des capacités et de formation leur permettant d'améliorer leurs possibilités d'emploi et de revenu et leur compétitivité selon des modalités inclusives, évolutives, efficaces et collaboratives. (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

4.2 Les institutions nationales, les producteurs et les associations bénéficient d'un renforcement de leurs capacités et connaissances et sont dès lors mieux à même de protéger leurs actifs et d'améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments ainsi que les opérations logistiques, le stockage et la transformation des aliments, de façon à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. (A: Ressources transférées)

4.2 Les institutions nationales, les producteurs et les associations bénéficient d'un renforcement de leurs capacités et connaissances et sont dès lors mieux à même de protéger leurs actifs et d'améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments ainsi que les opérations logistiques, le stockage et la transformation des aliments, de façon à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

4.2 Les institutions nationales, les producteurs et les associations bénéficient d'un renforcement de leurs capacités et connaissances et sont dès lors mieux à même de protéger leurs actifs et d'améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments ainsi que les opérations logistiques, le stockage et la transformation des aliments, de façon à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

4.3 Les femmes dans toute leur diversité bénéficient d'activités visant à faire évoluer la société et les comportements, et jouissent de l'autonomie économique, de la sécurité alimentaire et d'une meilleure nutrition, car elles ont accès à un travail décent et ont le droit de gérer leur temps. (A: Ressources transférées)

4.3 Les femmes dans toute leur diversité bénéficient d'activités visant à faire évoluer la société et les comportements, et jouissent de l'autonomie économique, de la sécurité alimentaire et d'une meilleure nutrition, car elles ont accès à un travail décent et ont le droit de gérer leur temps. (D: Actifs créés)

4.3 Les femmes dans toute leur diversité bénéficient d'activités visant à faire évoluer la société et les comportements, et jouissent de l'autonomie économique, de la sécurité alimentaire et d'une meilleure nutrition, car elles ont accès à un travail décent et ont le droit de gérer leur temps.
(E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 3: Les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour s'attaquer aux causes profondes de la faim au moyen d'un système de protection sociale intégré, inclusif et réactif face aux chocs

Catégorie d'effet direct: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Il existe un environnement propice à la transformation du système de protection sociale

La situation est stable sur le plan de la réglementation et les conditions sont favorables pour les acteurs compétents sur les questions sociales, et les dépenses publiques dans ce secteur se maintiennent au niveau enregistré ces dernières années

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de programmes nationaux améliorés grâce à l'appui apporté par le PAM à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire

Nombre de personnes bénéficiant d'une assistance du PAM qui relèvent d'un dispositif national de protection sociale grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER

Activités et produits

5. Assurer une assistance technique afin de renforcer les capacités des institutions et les systèmes de protection sociale, de manière à améliorer l'inclusivité pour répondre à la diversité des besoins des personnes et des communautés en situation de vulnérabilité en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. (Renforcement des capacités institutionnelles)

5.1 Les institutions nationales bénéficient de l'amélioration de la couverture et de la qualité de leurs services, et les stratégies intégrées et durables sont plus inclusives et plus équitables et tiennent davantage compte des enjeux de la sécurité alimentaire et de la nutrition avant, pendant et après un choc ou une crise. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

5.1 Les institutions nationales bénéficient de l'amélioration de la couverture et de la qualité de leurs services, et les stratégies intégrées et durables sont plus inclusives et plus équitables et tiennent davantage compte des enjeux de la sécurité alimentaire et de la nutrition avant, pendant et après un choc ou une crise. (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

5.2 Les institutions nationales qui mettent en œuvre des programmes d'assistance accèdent aux populations les plus vulnérables et leur viennent en aide, et elles tirent parti à cet effet des outils d'enregistrement et de suivi pour dispenser leurs services, produire des données factuelles et rendre compte de leur action. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD

Effet direct stratégique 4: : Les partenaires gouvernementaux, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales et nationales bénéficient d'un soutien sous la forme de services liés à la chaîne d'approvisionnement, de services de transfert monétaire et d'une assistance technique

Catégorie d'effet direct: Amélioration des plateformes de coordination communes

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les capacités d'approvisionnement dont le PAM dispose ne sont pas perturbées et ses plateformes numériques ne rencontrent aucun obstacle majeur
La coordination technique et politique assurée par les acteurs de la protection sociale garde son efficacité
Les crédits alloués par le Gouvernement aux programmes de protection sociale demeurent stables ou augmentent et le réseau numérique du pays permet d'assurer des connexions suffisantes dans les zones reculées

Indicateurs d'effet direct

Taux de satisfaction des usagers

Activités et produits**6. Fournir des services utilisant la plateforme de transferts de type monétaire aux partenaires publics, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales nationales et internationales pour subvenir aux besoins essentiels des populations ciblées. (Prestation de services et plateformes)**

6.1 Les institutions nationales et les partenaires de la communauté humanitaire bénéficient de la plateforme de transferts de type monétaire mise en place par le PAM et sont mieux à même d'accéder aux populations en situation de vulnérabilité ou de crise et de leur venir en aide. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

7. Fournir des services d'achat de produits alimentaires aux partenaires publics, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales nationales et internationales pour subvenir aux besoins essentiels des populations ciblées. (Prestation de services et plateformes)

7.1 Les institutions nationales et les partenaires de la communauté humanitaire bénéficient des services d'achat de produits alimentaires assurés par le PAM et sont mieux à même de fournir une assistance alimentaire aux populations en situation de vulnérabilité ou de crise. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

8. Fournir des services logistiques et des services d'achat d'articles non alimentaires aux partenaires publics, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales internationales et nationales pour les besoins du dispositif de protection sociale. (Prestation de services et plateformes)

8.1 Les institutions nationales et les partenaires de la communauté humanitaire bénéficient des services, de l'appui aux chaînes d'approvisionnement et de l'assistance technique assurés par le PAM et sont mieux à même d'accéder aux populations en situation de vulnérabilité ou de crise, ce qui améliore la qualité des programmes de protection sociale et d'assistance. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Indicateurs transversaux

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Indicateurs transversaux

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Indicateurs transversaux

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

Indicateurs transversaux

C.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats occasionnels conclus pour les activités relevant du PSP pour lesquels les risques écologiques et sociaux ont été évalués

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)					
	Résultat stratégique 1/ Cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4/ Cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5/ Cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 8/ Cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Causes profondes	Renforcement de la résilience	
Transferts	74 744 796	12 820 604	6 699 487	9 919 581	104 184 469
Mise en œuvre	4 878 768	2 296 749	1 007 118	848 276	9 030 912
Coûts d'appui directs ajustés	6 181 084	1 184 746	602 093	842 582	8 810 505
Total partiel	85 804 649	16 302 099	8 308 699	11 610 439	122 025 886
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	5 577 302	1 059 636	540 065		7 177 004
Total	91 381 951	17 361 736	8 848 764	11 610 439	129 202 890

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international